

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2666

[2010/204202]

22 JUILLET 2010. — Décret-programme portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, de budget et de formation dans les matières visées par l'article 138 de la Constitution

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Mesures en matière de bonne gouvernance et de simplification administrative

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 4, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public dans les matières visées à l'article 138 de la Constitution, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 5°, les mots "l'organisme." sont remplacés par les mots "l'organisme";
- b) la disposition est complétée par le 6° suivant :
"6° que le candidat n'a pas atteint l'âge de septante ans au moment de sa désignation";
- c) la disposition est complétée par le 7° suivant :
"7° que le candidat est domicilié au sein de l'Union européenne."

Art. 3. L'article 31 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 31. L'Agence est gérée par un Comité de gestion qui est composé :

- 1° d'un président;
- 2° d'un vice-président;
- 3° de trois membres effectifs et de trois membres suppléants désignés sur proposition du Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions;
- 4° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés sur présentation des associations reconnues comme représentatives des personnes handicapées ou leur famille;
- 5° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants désignés sur proposition du Conseil économique et social de la Région wallonne parmi ses membres présentés par les organisations représentatives des travailleurs;
- 6° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants choisis en fonction de leur compétence en matière d'intégration des personnes handicapées, sur présentation des associations représentatives du secteur."

Art. 4. A l'article 32, alinéa 1^{er}, alinéa 2 et dernier alinéa, du même décret, les termes "les vice-présidents" sont remplacés par "le vice-président".

Art. 5. A l'article 34, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes "les vice-présidents" sont remplacés par "le vice-président".

Art. 6. Dans le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne tel que modifié, les articles 11 et 17/3 sont abrogés.

Art. 7. A l'article 8, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, 2° à 4°, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution de l'Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, le chiffre "huit" est remplacé par le chiffre "quatre".

Art. 8. L'alinéa 2 de l'article 9, § 3, du même décret est abrogé.

Art. 9. A l'article 9, § 4, du même décret, est ajoutée la phrase qui suit :

"Un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace."

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à codifier toutes les dispositions législatives relatives aux administrateurs publics, aux contrats de gestion et aux commissaires du Gouvernement, ainsi que les modifications que ces dispositions auront subies au moment de leur codification.

§ 2. A cette fin, il peut, sans apporter de modifications de fond aux législations à codifier :

- 1° modifier la forme, notamment la syntaxe et la terminologie, la présentation, l'ordre et la numérotation des dispositions à codifier;
- 2° modifier la numérotation, l'ordre et les intitulés des parties, livres, chapitres, sections et sous-sections sous lesquels les dispositions à codifier sont rangées et créer si nécessaire de nouvelles divisions;
- 3° scinder une disposition à codifier afin de répartir son contenu dans deux ou plusieurs articles;
- 4° reproduire partiellement ou totalement une disposition à codifier dans deux ou plusieurs articles;
- 5° mettre les références contenues dans les dispositions à codifier en concordance avec la numérotation nouvelle et avec la réglementation en vigueur.

Art. 11. La codification portera l'intitulé suivant "Code wallon de la transparence, de l'autonomie et du contrôle des organismes d'intérêt public dans les matières visées par l'article 138 de la Constitution".

Art. 12. L'arrêté de codification fera l'objet d'un projet de décret de confirmation qui sera soumis sans délai au Parlement wallon.

La codification n'aura d'effet qu'à la date fixée par le décret de confirmation pour l'entrée en vigueur du Code wallon de la transparence, de l'autonomie et du contrôle des organismes publics dans les matières visées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 13. Le décret du 20 octobre 2005 visant à la simplification administrative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est abrogé.

CHAPITRE II. — *Mesures en matière budgétaire*

Art. 14. Par dérogation aux articles 7, § 2, 10, §§ 1^{er} et 2, et 14 du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, les dotations et subventions dont bénéficie toute personne morale sous contrat de gestion avec la Région wallonne peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne, nonobstant toute disposition contraire dans le décret ou l'arrêté qui porte création de la personne morale bénéficiaire d'une dotation ou de subventions.

Pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa premier du présent article, les clauses des contrats de gestion fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées aux personnes morales visées par cette application, sont suspendues.

L'application de l'alinéa 1^{er} du présent article suspend l'article 16, alinéa 2, 2^e phrase, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

La présente disposition produit ses effets jusqu'au 31 décembre 2014.

CHAPITRE III. — *Mesures en matière de formation*

Section 1^{re}. — Modifications apportées au décret du 17 juillet 2003 portant constitution de l'Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Art. 15. A l'article 7, alinéa 1^{er}, du décret, les mots "pour une période de quatre ans" sont remplacés par les mots "pour une durée de trois ans au moins et cinq ans au plus".

Section 2. — Modifications apportées au décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers de la formation des travailleurs occupés par les entreprises

Art. 16. A l'article 8 du décret, les modifications qui suivent sont apportées :

a) dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots "dans le cadre d'une enveloppe totale de 50 000 chèques prévue pour les années 2008 et 2009" sont remplacés par les mots "dans la limite des crédits budgétaires disponibles";

b) dans le § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, les mots "à titre principal" et "en tant que gérant ou associé actif" sont supprimés.

Section 3. — Modifications apportées au décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise

Art. 17. L'article 2 du décret est remplacé par ce qui suit :

"Art. 2. Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, allouer une aide par le biais de chèques-formation à la création d'entreprise, ci-après dénommés "chèques", à la personne qui désire soit exercer comme travailleur indépendant à titre principal, soit créer, reprendre ou transmettre, une société, ci-après dénommée "porteur de projet".

Art. 18. A l'article 3, du décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 1^{er}, 2^o, les mots "transmettre ou reprendre" sont insérés entre les mots "créer," et ", en région de langue française,";

b) dans le § 2, les 5^o et 6^o sont supprimés.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 19. Le présent décret-programme entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge* sauf pour :

- 1° les articles 3, 4 et 5 qui entrent en vigueur lors du prochain renouvellement du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;
- 2° l'article 7 qui entre en vigueur lors du prochain renouvellement du Comité de gestion de l'Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;
- 3° l'article 14 qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 juillet 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement wallon, 204 (2009-2010) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique du 20 juillet 2010.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2666

[2010/204202]

22 JULI 2010. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, administratieve vereenvoudiging, begroting en vorming voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Maatregelen inzake goed bestuur en administratieve vereenvoudiging*

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 4, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt gewijzigd als volgt :

- a) in punt 5° worden de woorden "concurrentie is." vervangen door de woorden "concurrentie is;"
- b) de bepaling wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :
"6° of de kandidaat de leeftijd van zeventig jaar niet bereikt heeft op de datum van zijn aanwijzing;"
- c) de bepaling wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :
"7° of de kandidaat woonachtig is in de Europese Unie."

Art. 3. Artikel 31 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen wordt vervangen als volgt :

"Art. 31. Het Agentschap wordt beheerd door een beheerscomité dat bestaat uit :

1° een voorzitter;

2° een vice-voorzitter;

3° drie gewone en drie plaatsvervangende leden aangewezen op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort;

4° vier gewone en vier plaatsvervangende leden aangewezen op de voordracht van de verenigingen erkend als representatief van de gehandicapte personen of hun gezin;

5° twee gewone en twee plaatsvervangende leden aangewezen op de voordracht van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waals Gewest) onder zijn leden die door de representatieve werknemersorganisaties voorgedragen worden;

6° vier gewone en vier plaatsvervangende leden gekozen op de voordracht van de representatieve verenigingen van de sector op basis van hun bevoegdheid inzake integratie van gehandicapte personen."

Art. 4. In artikel 32, eerste, tweede en laatste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "vice-voorzitters" vervangen door de woorden "vice-voorzitter".

Art. 5. In artikel 34, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "vice-voorzitters" vervangen door de woorden "vice-voorzitter".

Art. 6. In het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waals Gewest, zoals gewijzigd, worden de artikelen 11 en 17/3 opgeheven.

Art. 7. In artikel 8, eerste lid, tweede zin, 2° tot 4°, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) wordt het getal "acht" vervangen door het getal "vier".

Art. 8. Het tweede lid van artikel 9, § 3, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 9, § 4, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende zin :

"een plaatsvervangend lid kan slechts zitting hebben indien het gewoon lid dat hij vervangt afwezig is."

Art. 10. § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd de wetbepalingen m.b.t. de overheidsbestuurders, de beheerscontracten en de Regeringscommissarissen te codificeren, alsook de wijzigingen die in die bepalingen aangebracht worden bij de codificatie ervan.

§ 2. Daartoe kan de Regering, zonder de te codificeren wetgevingen inhoudelijk te wijzigen :

1° de vorm wijzigen, meer bepaald de zinsbouw en de terminologie, de voorstelling, de volgorde en de nummering van de te codificeren bepalingen;

2° de nummering, de volgorde en de opschriften van de delen, boeken, hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen waarin de te codificeren bepalingen zijn ingedeeld, wijzigen en, desnoods, in nieuwe indelingen voorzien;

3° een te codificeren bepaling splitsen om er de inhoud van over twee of meerdere artikelen te verdelen;

4° een te codificeren bepaling geheel of gedeeltelijk in twee of meerdere artikelen weergeven;

5° de verwijzingen die in de te codificeren bepalingen vervat zijn in overeenstemming brengen met de nieuwe nummering en de vigerende regelgeving.

Art. 11. Het opschrift van de codificatie zal luiden als volgt : "Waals Wetboek van doorzichtigheid, autonomie en controle van de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet".

Art. 12. Het codificatiebesluit zal het voorwerp uitmaken van een ontwerp van bekrachtigingsdecreet dat onverwijld aan het Waals Parlement zal worden overgelegd.

De codificatie zal pas uitwerking hebben op de bij het bekrachtigingsdecreet vastgelegde datum voor de inwerkingtreding van het Waals Wetboek van doorzichtigheid, autonomie en controle van de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet.

Art. 13. Het decreet van 20 oktober 2005 tot administratieve vereenvoudiging voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Begrotingsmaatregelen

Art. 14. In afwijking van de artikelen 7, § 2, 10, §§ 1 en 2, en 14 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet kunnen de dotaties en toelagen waarover elke rechtspersoon onder beheerscontract met het Waals Gewest beschikt, worden vastgelegd in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest, niettegenstaande elke andersluidende bepaling in het decreet of besluit tot oprichting van een rechtspersoon die een dotatie of toelagen krijgt.

Voor het begrotingsjaar waarin toepassing wordt gemaakt van het eerste lid van dit artikel worden de clausules van de beheerscontracten tot vastlegging van de bedragen en tot bepaling van de aanpassingsregels van de dotaties en toelagen toegekend aan de rechtspersonen die het voorwerp van deze toepassing zijn, opgeschort.

De toepassing van het eerste lid van dit artikel schorst artikel 16, tweede lid, tweede zin, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet voor het jaar waarin bedoeld lid wordt toegepast.

Deze bepaling heeft uitwerking tot 31 december 2014.

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen inzake vorming*

Afdeling 1. — Wijzigingen in het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen).

Art. 15. In artikel 7, eerste lid, van het decreet worden de woorden "voor vier jaar" vervangen door de woorden "voor minstens drie jaar en maximum vijf jaar".

Afdeling 2. — Wijzigingen in het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn

Art. 16. In artikel 8 van het decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, tweede lid, worden de woorden "in het raam van een globale enveloppe van 50 000 cheques voor 2008 en 2009" vervangen door de woorden "binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten";

b) in § 2, eerste lid, 3°, worden de woorden "in hoofdberoep" en "als zaakvoerder of actieve vennoot" geschrapt.

Afdeling 3. — Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming

Art. 17. Artikel 2 van het decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. De Regering kan, onder de in dit decreet bedoelde voorwaarden en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, een tegemoetkoming verlenen in de vorm van cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, hierna "cheques" genoemd, aan de persoon die zich in hoofdberoep als zelfstandige wil vestigen of een vennootschap wil oprichten, overnemen of overdragen, hierna "de projectdrager" genoemd.

Art. 18. In artikel 3 van het decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, 2°, worden de woorden "overdragen of overnemen" ingevoegd tussen de woorden "kunnen" en "en waarvan";

b) in § 2, worden de punten 5° en 6° geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Dit programmadecreet treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van :

1° de artikelen 3, 4 en 5, die in werking treden bij de volgende hernieuwing van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

2° artikel 7, dat in werking treedt bij de volgende hernieuwing van het Beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

3° artikel 14, dat uitwerking heeft op 1 januari 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 juli 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en van Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke -Kansen,
E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Waals Parlement, 204 (2009-2010). Nrs 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 juli 2010.

Bespreking - Stemmingen.